

# Fracture sociale, fracture écologique : la Terre est malade... et si on changeait de thermomètre ?

Crédit photo : adbusters, <http://adbusters.org>



*Croissance, croissance ! Journalistes, ministres, statisticiens, économistes, syndicalistes... tous l'invoquent tel un remède miracle. Le PIB est devenu le thermomètre de l'état de santé de nos sociétés modernes. Et pourtant, si le PIB mondial n'a cessé de croître au cours des cinquante dernières années, l'inégalité grandissante des revenus entre individus et la surexploitation des ressources naturelles qui l'ont accompagné nous mènent droit à des impasses sociales et écologiques qui pourraient s'avérer dramatiques. Le monde est malade, mais les experts s'entêtent à diagnostiquer la croissance. Et si le temps était venu de changer de thermomètre ?*

## **L'effet Kobe, vous connaissez ?**

Imaginez une seconde : un gigantesque tremblement de terre faisant plus de 5.000 victimes, 33.000 blessés, des dégâts matériels colossaux qui se chiffrent à plus de 100 milliards d'euros, une ville entière saccagée, mise à sang et à feu en seulement quelques instants... Si vous et moi devions qualifier un tel phénomène, nous aurions probablement bien du mal à trouver les mots justes. Nous parlerions d'une terrible catastrophe naturelle, nous évoquerions un drame au bilan incommensurable, aux conséquences désastreuses, aux pertes inouï es...

Et pourtant, en agissant ainsi, il se pourrait bien que vous et moi ayions tout à fait tort. Car avec ses dizaines de kilomètres de voirie et d'infrastructures à reconstruire, ses centaines de réseaux d'eau à remonter, ses milliers de kilomètres de réseaux électriques à réparer, ses dizaines de milliers de logements à rebâtir ou restaurer... tout compte fait, il se pourrait bien que le tremblement de terre de Kobe ait plutôt été une bonne affaire pour l'économie nationale japonaise ! Un véritable dopant pour la croissance économique, un stimulant inespéré ! Bref : une aubaine.

*L'effet Kobe*, c'est précisément cela : constater que les événements les plus destructeurs peuvent paradoxalement apparaître comme positifs pour la croissance économique.

## **Et si « plus » n'était pas forcément « mieux » ?**

Essayons d'imaginer à présent ce que *l'effet Kobe* représenterait au niveau d'un individu. Monsieur Economicus est un homme ravi : cette année il a dépensé davantage que durant n'importe quelle autre période de son existence. Tout a commencé lors des inondations qui ont ravagé sa villa, à la fin de l'hiver : une divine surprise. La réparation des dégâts a nécessité l'intervention d'une multitude de professionnels du bâtiment, permettant à notre ami de participer activement à la dynamique de ce secteur d'activité – et comme le dicton populaire l'affirme : « *quand le bâtiment va, tout va* ». Le grave accident de voiture dont monsieur Economicus a été victime au mois d'avril lui a ensuite permis de prendre une part active à la relance du marché de l'automobile – un pilier de l'économie nationale, comme

chacun sait. Quant aux multiples fractures des bras et des jambes dont il a souffert, elles ont nécessité plusieurs mois de soins intensifs dont le secteur florissant de la santé ne peut que se réjouir. J'ose à peine vous parler du cambriolage dont monsieur Economicus a été victime au cours de sa trop longue hospitalisation : ce fut une chance inespérée. Ce vol a obligé notre héros à racheter une bonne partie des équipements dérobés, permettant ainsi aux secteurs de l'électroménager, de la vidéo et de l'informatique de continuer leur fulgurante progression. Suite à cela, monsieur Economicus a été amené à s'intéresser très sérieusement aux questions de sécurité : l'achat d'une alarme, d'un coffre fort et de plusieurs armes de défense lui ont ainsi donné l'opportunité de soutenir un marché lui aussi en plein essor. Enfin, la grave dépression dans laquelle monsieur Economicus est tombé à partir du mois de novembre a sans conteste couronné cette superbe année de dépenses. La consommation effrénée d'antidépresseurs dont monsieur Economicus est devenu adepte aura en tout cas certainement des effets grandement positifs sur la « croissance durable » du marché des psychotropes !

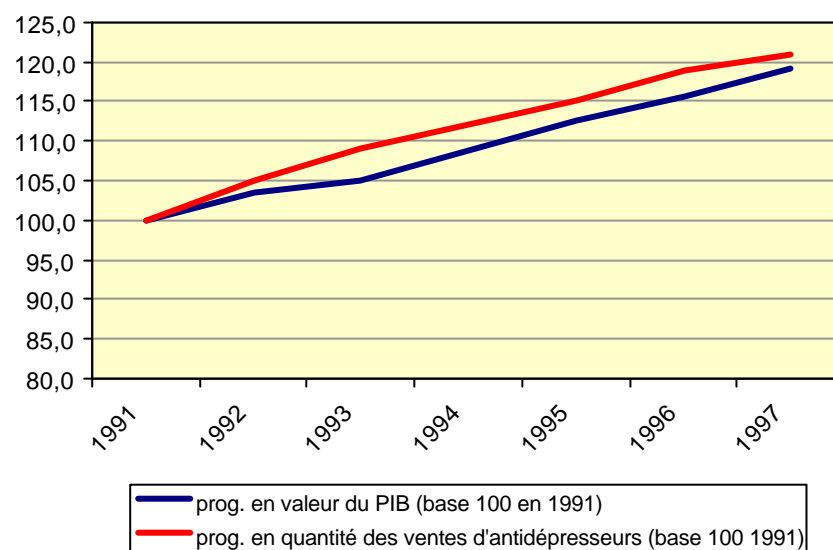


Figure 1 : **Mieux être ou avoir plus ?**

*Le moral des ménages est-il à la hausse ? Un exemple intéressante : au cours des années 1990, si on en croit l'Agence du médicament (DEIPE), la croissance en volume de la consommation d'antidépresseurs en France<sup>11</sup> a été constante... encore davantage même que la croissance du PIB : un marché porteur ! De quoi interroger sur la pertinence du PIB comme indicateur du progrès ou du bien-être d'une nation : et si « mieux être » ne signifiait pas forcément « dépenser plus » ?*

Au-delà de cet élan de « patriotisme économique » tout à fait remarquable, affirmer que monsieur Economicus a passé une année formidable serait absurde, il va sans dire. Et pourtant, lorsque nous utilisons la croissance d'un indicateur comme le PIB pour mesurer le niveau de développement et de bien-être d'un pays, nous ne faisons rien d'autre que conforter une telle absurdité.

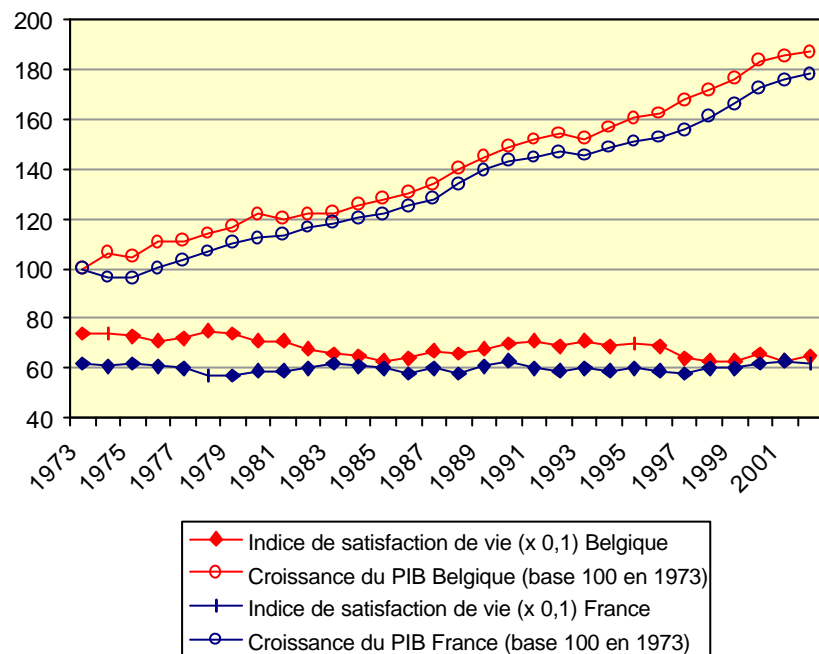


Figure 2 : **Plus d'argent, mais pas plus de bonheur : à quoi sert la croissance ?**

Des enquêtes sur le bonheur sont menées au niveau international depuis de nombreuses années. Les enquêtes du World Database of Happiness<sup>iii</sup> de l'Université Erasmus de Rotterdam se basent sur un questionnaire direct mené auprès d'un large échantillon de population et visant à évaluer sur une échelle allant de 0 à 10 leur degré de satisfaction (les personnes les plus heureuses répondent 10, et les plus malheureuses répondent 0 (ref. Annexe pour le classement des nations)). La moyenne arithmétique permet d'évaluer la satisfaction moyenne des personnes habitant ces pays (ici, moyenne annuelle sur plusieurs enquêtes). L'évolution de ce chiffre au cours des dernières décennies montre très clairement une stagnation de cet indice dans la plupart des nations. En France, par exemple, les études menées depuis le début des années 1970 indiquent que cet indice de satisfaction est stable (autour de 6/10) : globalement, les gens ne se sentent pas plus heureux aujourd'hui qu'il y a trente ans en arrière. En Allemagne et aux Etats-Unis, mais également en Belgique (ici sur le graphique), ces chiffres sont même en légère baisse. Pourtant, le PIB n'a quasiment pas cessé de croître sur cette période dans ces mêmes pays... Richard Tomkins<sup>iv</sup>, élu journaliste économique de l'année aux Etats-Unis, en arrive à se demander à quoi peut bien servir la croissance si elle ne rend pas les gens plus heureux ?

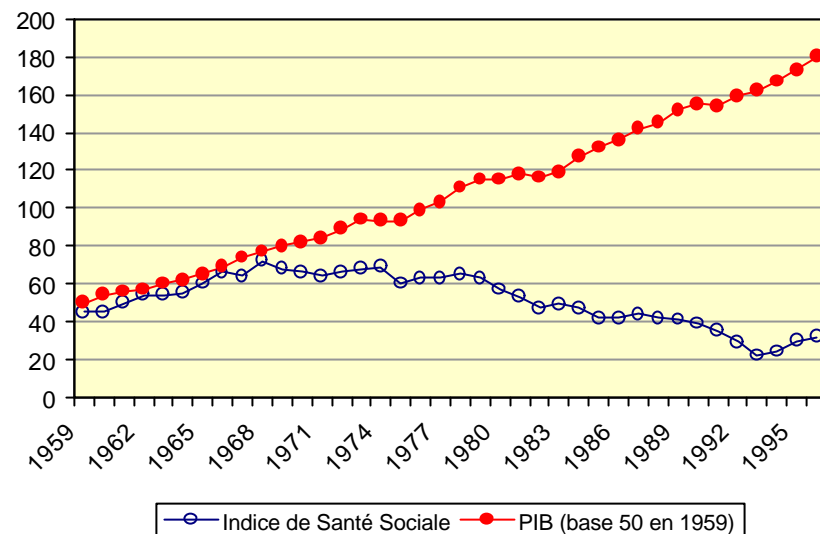


Figure 3 : **PIB et Indice de Santé Sociale pour les USA de 1959 à 1996 (base 50 en 1959)<sup>v</sup>**

L'indice de Santé sociale a été proposé par Marc et Marque-Luisa Miringoff. Il calcule l'évolution d'un certain nombre de variables sociales (16 en tout mais seulement 9 ici pour des raisons de disponibilité des données à partir de 1959). Il agrège des données propres à différentes catégories d'âge : les enfants (mortalité infantile, maltraitance des enfants, pauvreté infantile), les jeunes (suicide des jeunes, usage de drogues, abandon d'études universitaires, mères adolescentes), les adultes (chômage, salaires hebdomadaires moyens, couverture par l'assurance maladie), les personnes âgées (pauvreté des plus de 65 ans, espérance de vie à plus de 65 ans). D'autres critères « tous âges » sont pris en compte : délits avec violence, accidents de la route liés à l'alcool, accès au logement, inégalités de revenu familial. Pour la plupart de ces critères sociaux, la situation s'est notablement dégradée aux Etats-Unis depuis le début des années 1970. De son côté, le PIB a pourtant continué sa croissance !

## **Le PIB : un outil de pouvoir ?**

Institué dans la plupart des nations après la guerre afin d'orchestrer l'effort de reconstruction, le PIB mesure sous forme monétaire la quantité de biens ou de services produits dans un pays sur une période donnée. Mais aucune considération qualitative quant à l'orientation positive ou négative de ces productions n'est effectuée. Autre tare qui lui est fréquemment reprochée, le PIB ne comptabilise pas les actes de gratuité, le bénévolat, les tâches ménagères... Ainsi, comme le dénonce Patrick Viveret<sup>vi</sup>, lorsque l'Erika s'éventre sur les côtes françaises, les activités de dépollution gérées par des entreprises privées participent de l'augmentation du PIB, tandis que l'aide massive des bénévoles est ignorée. Aux USA, plus de la moitié du PIB est ainsi liée à des coûts de réparation ou à la destruction irréversible de certaines ressources (dont l'épuisement est comptabilisé positivement ! ref. Annexe 1).

Malgré ces aspects fondamentalement immoraux, le PIB a pourtant progressivement acquis aux yeux du plus grand nombre les contours d'un « thermomètre du progrès ». D'ailleurs, la plupart des économistes considèrent encore que « *le seul critère qui compte pour juger un pays est le revenu par habitant* <sup>vii</sup> »... pas le degré de liberté, de fraternité, d'égalité, ou toute autre valeur inscrite dans la constitution, non : le revenu moyen par habitant ! La croissance du PIB semble être devenue le projet de société le plus unanimement partagé par les sphères médiatiques et politiques de tous bords. La croissance est-elle en berne ? Les médias s'empressent de tirer l'alarme, les politiques sont mis sur la sellette, la morosité gagne les ménages. Est-elle en hausse ? L'euphorie s'empare de chacun, le « moral » remonte, les gouvernements s'en félicitent : développement, progrès, croissance !

Mais ces termes ont-ils un sens ? A l'heure où certains auteurs commencent à se poser des questions sur la pertinence du PIB<sup>viii</sup>, d'autres<sup>ix</sup> vont encore plus loin dans la remise en cause des valeurs que cet outil est censé représenter. Et leurs questions interpellent : la notion de développement ne serait-elle finalement pas autre chose qu'une croyance occidentale<sup>x</sup> ? Une invention des pays riches visant à imposer un système de valeurs matérialistes qui leur permet de garder l'ascendant sur les autres pays – pays qui, du coup, sont sans autres distinctions et artificiellement qualifiés de « sous-développés » ? Finalement, les pays occidentaux ne reproduiraient-ils pas aujourd'hui, au nom du développement, les comportements qu'ils avaient hier au nom de la religion ?

Ces questions en choqueront certainement plus d'un tant la notion de développement semble empreinte de bons sentiments. Et pourtant, force est de constater que, une fois artificiellement endettés, au nom de leur propre développement, nombre de pays n'ont généralement plus d'autre choix que de se soumettre aux ordres des institutions économiques et financières internationales afin de rembourser cette dette : par exemple en bradant leurs richesses naturelles (pillage des forêts primaires, des océans, des réserves d'énergie et de matières fossiles) ou en mettant à disposition aux plus bas prix leurs ressources « humaines » (délocalisations). On en arrive ainsi à des situations aberrantes qui menacent le fonctionnement démocratique déjà fragile de nombreuses nations. Comme l'affirme l'écrivain indienne Arhundhati Roy, « *aujourd'hui, le président de la Banque mondiale est plus puissant en Inde que beaucoup de ministres d'Etat. Il y a une coalition entre le monde occidental et l'élite du Tiers-Monde pour s'approprier les ressources, pour conserver ce modèle de développement* <sup>xi</sup> ». Au nom du développement, au nom de la croissance d'un indicateur comme le PIB, au nom d'idéologies économiques occidentales, c'est ainsi une double fracture, sociale et écologique, qui tend à se creuser chaque jour davantage au niveau mondial...



**Encart 1 : L'indicateur de développement humain (IDH) : une alternative au PIB ?**

Constatant l'incapacité du PIB à refléter de manière pertinente le degré réel de développement des pays, les Nations unies ont développé à partir du début des années 1990 un indicateur alternatif, plus qualitatif, qui prend en compte non seulement le niveau de vie par habitant (PIB par habitant ajusté en Parité de Pouvoir d'Achat), mais également le niveau de scolarisation (taux d'alphabétisation et taux de scolarisation), et l'espérance de vie moyenne. L'Indicateur de Développement Humain (IDH) est la moyenne arithmétique de ces trois données. Il s'agit d'un indice comparatif entre nations compris entre 0 et 1 : plus une nation est proche de 1, et plus son niveau de développement humain est considéré comme élevé (ref. Annexe pour le classement des nations).

Malgré des aspects plus qualitatifs que le PIB, l'IDH reste néanmoins très imparfait et critiquable : il ne prend pas en compte l'inégalité des revenus, par exemple, et ne garantit en rien que les gens vivant dans les pays les plus « développés » soient plus

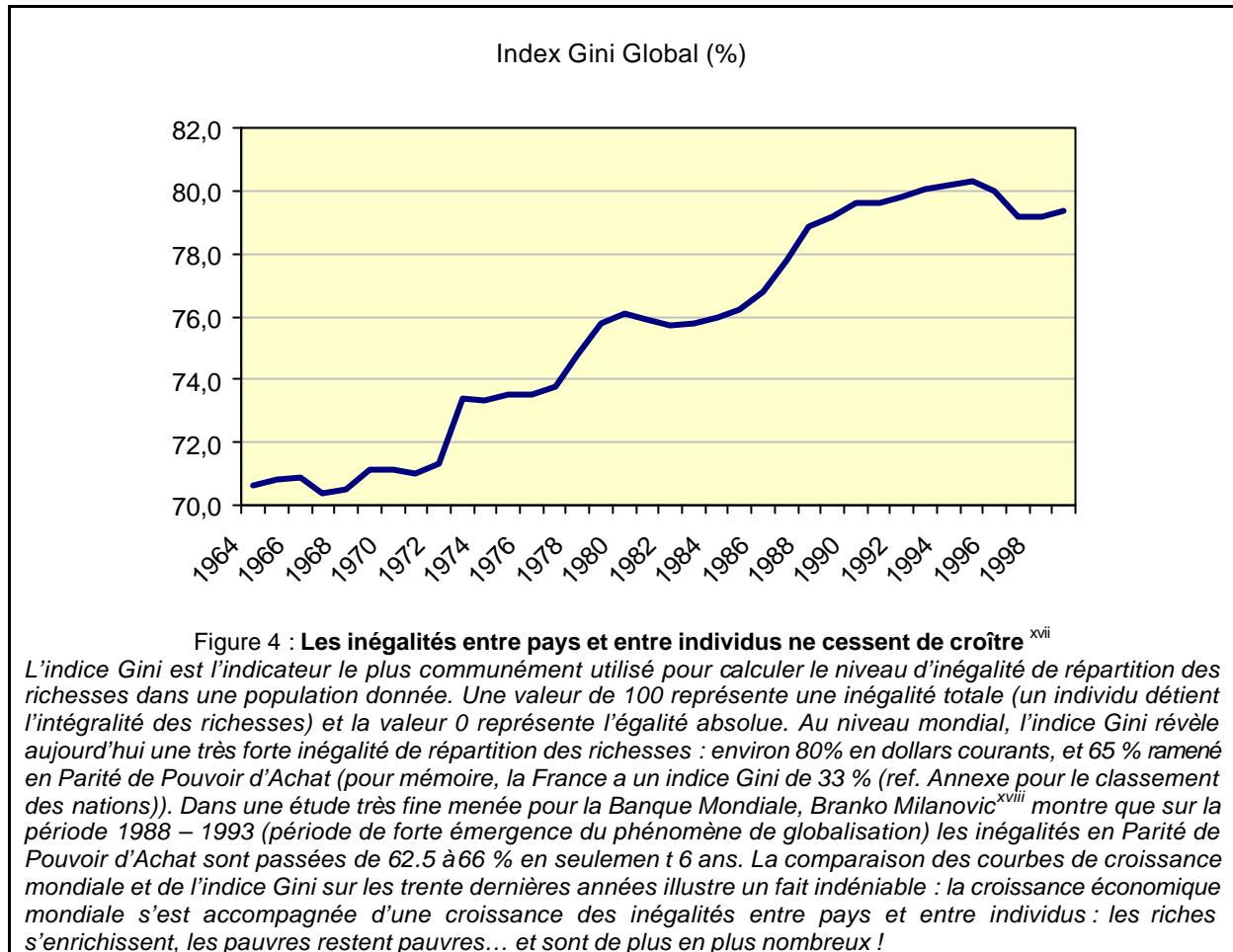
heureux qu'ailleurs. Son principal avantage est néanmoins de disposer d'une crédibilité internationale du fait de son origine onusienne.

**Fracture sociale...**

Fracture sociale, tout d'abord, parce que la croissance économique se calcule de manière globale, sans prendre en compte le niveau d'équité de répartition des richesses entre individus et/ou entre nations. A l'intérieur des pays, tout d'abord, l'idée émise dans les années 1950 par Simon Kuznet, selon laquelle la croissance économique serait un vecteur de réduction des inégalités sociales, est en train de s'effondrer. Ce phénomène est là encore dénoncé par Arundhati Roy en Inde lorsqu'elle constate que la construction de barrages hydrauliques, qui oblige des dizaines de milliers de personnes à fuir leurs villages, ne profite en contre partie qu'à l'infime minorité des ménages qui ont accès à l'électricité : « si 10 % de la population consomme plus, s'insurge-t-elle, on conclura que le pays se développe<sup>xii</sup> ». Ainsi, non seulement le développement économique ne profite pas à tous, mais il accroît même dans certains cas les inégalités au sein des pays. Un constat alarmant qui a notamment été souligné par les Nations Unies dans leur dernier rapport sur le développement humain<sup>xiii</sup>. La Pologne, par exemple, malgré un taux de croissance économique qui a dépassé les 23 % sur la période 1987 - 1995 (+ 2.4 % par an), a vu sur ce même laps de temps la part de sa population vivant au-dessous du seuil de pauvreté monétaire passer de 6 à 20 %. Des riches de plus en plus riches, donc...mais aussi des pauvres en plus grand nombre !

Sur le plan global, dans notre économie mondialisée, l'hypothèse de Kuznet semble devoir s'effondrer encore davantage. Comme le montrent les indicateurs d'inégalité (figure 4), l'inégalité des revenus continue d'augmenter entre les individus des différents pays. Quelques chiffres<sup>xiv</sup> suffisent par ailleurs à nous en persuader : si on en croit les Nations Unies, en 1998, les trois personnes les plus riches du monde avaient une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres. Toujours selon les Nations Unies, les 225 personnes les plus riches ont une fortune supérieure à ce que gagnent chaque année les trois milliards d'individus les moins riches (soit près de la moitié de l'humanité !). Ainsi, pendant qu'une partie de la population mondiale s'acharne à trouver de nouvelles manières de consommer toujours davantage, au nom de la croissance économique, les besoins les plus basiques d'une autre partie de la population ne sont toujours pas satisfaits. Pour exemple, citons le cas des achats d'aliments pour animaux domestiques qui, en Europe et aux Etats-Unis, représentent un chiffre d'affaire supérieur à 17 milliards de dollars chaque année, alors que la satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires de base permettant d'éradiquer la faim dans le monde ne coûterait pas plus de 13 milliards de dollars par an (toujours selon les Nations Unies). Dans le même temps, le fléau de l'obésité (autre conséquence on ne peut plus directe de la croissance des pays riches) engendre aux Etats-Unis des dépenses d'environ 100 milliards de dollars par an<sup>xv</sup>, soit sept fois plus que ce que coûterait un programme efficace de lutte contre la sous-nutrition dans le monde<sup>xvi</sup>.

Les exemples illustrant cette montée en puissance des inégalités au niveau mondial pourraient ainsi être énumérés pendant des heures entières. La conclusion qu'il faut en tirer est aussi évidente que douloureuse : la course à la croissance économique des pays développés favorise chaque jour davantage la croissance des inégalités sur le plan national et surtout global, agrandissant sans cesse la fracture sociale mondiale.



### ...et fracture écologique

Autre limite du PIB, il ne prend pas en compte le support de toute activité, de tout développement et même de toute vie : à savoir notre environnement naturel. Parce que la nature n'est pas considérée comme un capital à part entière par le système économique, la pollution, les risques climatiques, la destruction des écosystèmes, la disparition massive d'espèces naturelles ou encore l'épuisement des ressources sont non seulement ignorés, mais parfois même comptabilisés de manière positive par le PIB : plus nous vidons les réserves de pétrole et plus le moteur économique s'emballe. En accordant une importance quasi exclusive à un indicateur comme le PIB, nos dirigeants se comportent un peu comme le chauffeur d'un autobus qui, constatant l'absence de jauge d'essence sur son tableau de bord, en déduirait tout simplement que l'essence n'est sans doute pas nécessaire pour faire fonctionner son véhicule (ou alors que son réservoir est infini, ou bien que son autobus finira bien par trouver une autre manière de fonctionner une fois son réservoir à sec...). Obnubilés par le seul compteur kilométrique, qui continue d'afficher des chiffres de plus en plus positifs, nos dirigeants nous rassurent : pourquoi s'affoler ? Peu importe la pollution, peu importe l'épuisement des ressources. Ce qui compte, nous affirment-ils avec assurance, c'est le nombre de kilomètres (de dollars !) ! Nous devrions même accélérer !



Raisonnement stupide ? Et pourtant, c'est bien ainsi que nous fonctionnons. Nous sommes tous assis dans cet autobus fou, et seule la croissance compte à nos yeux. Ce qu'il nous faut, c'est donc une « jauge écologique » !

C'est précisément pour jouer ce rôle que des chercheurs ont progressivement mis au point dans le courant des années 1990 un nouvel outil : l'empreinte écologique<sup>xix</sup>. Cet indicateur synthétique permet de calculer la surface de terre productive théoriquement nécessaire pour produire et assimiler les déchets d'une population donnée. Ainsi, un français moyen aurait-il besoin de près de trois hectares de terre arable pour produire de manière pérenne son énergie ou pour absorber les émissions de gaz carbonique qui y sont liées. Plus d'un hectare serait indispensable pour la production de son alimentation (terres cultivées, pâturage et pêche). Si l'on ajoute à cela la superficie des terrains construits et des voiries diverses, l'espace vital nécessaire à l'assouvissement de tous nos besoins dépasserait aisément les 5 hectares par habitant. Avec un mode de vie proche de celui d'un Nord Américain, cette surface devrait même doubler !

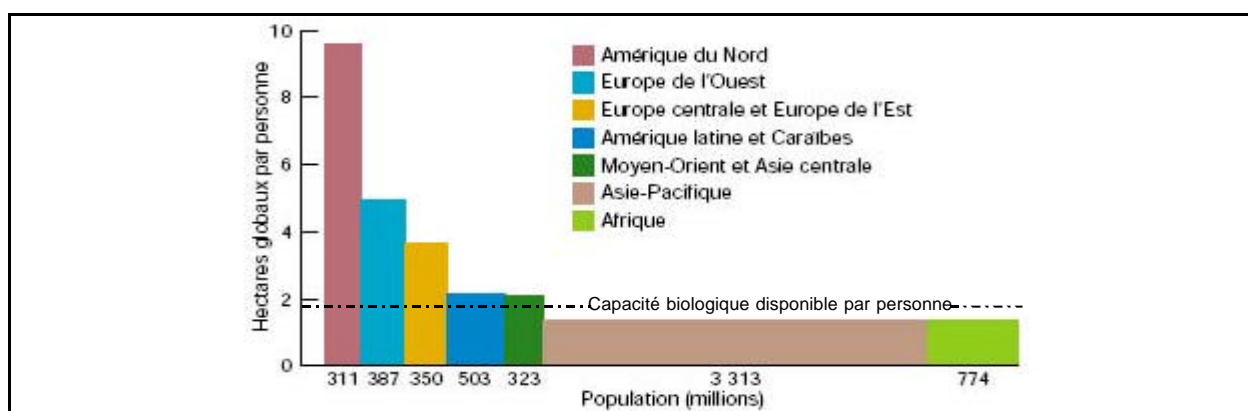
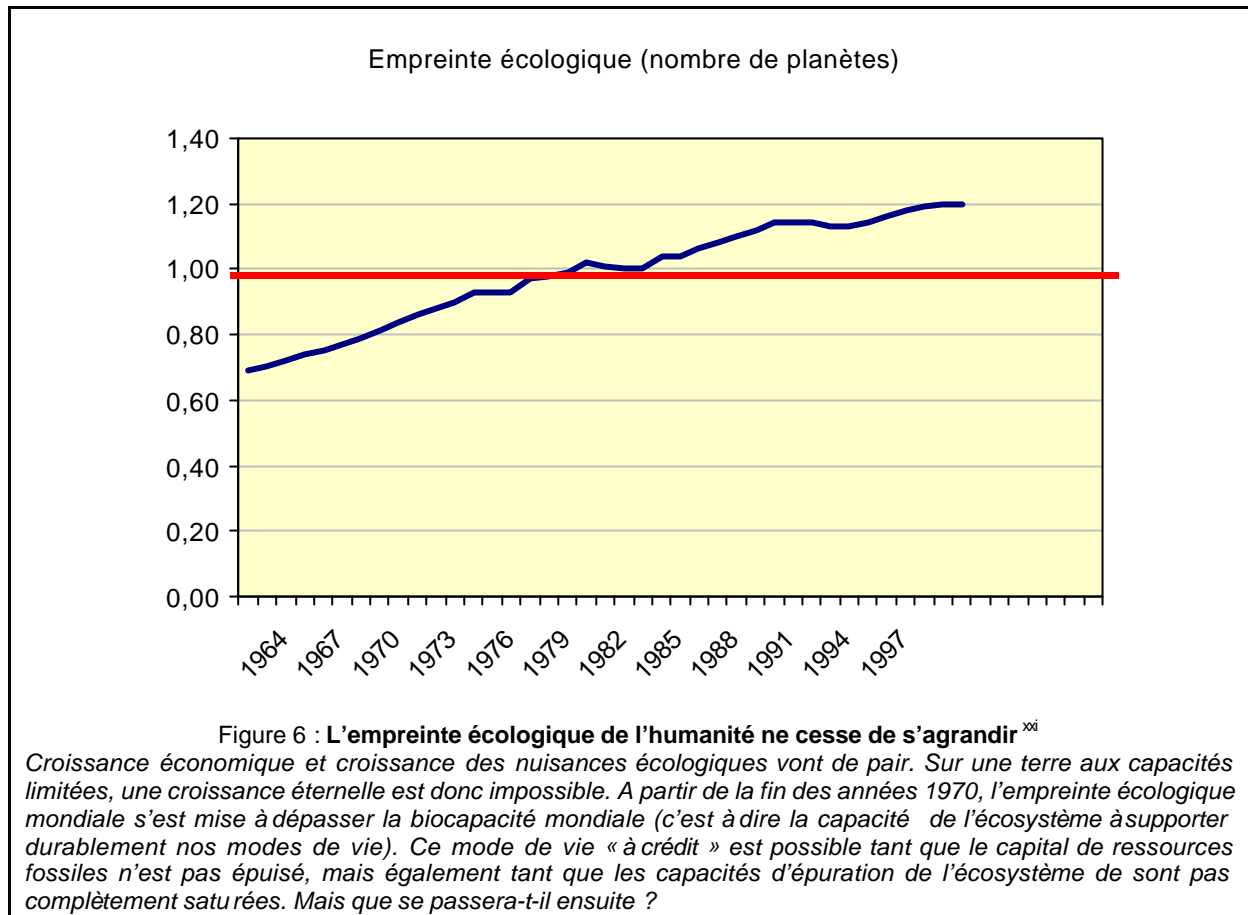


Figure 5 : La dette écologique des pays du Nord (WWF, Rapport « planète vivante », 2002) <sup>xx</sup>

L'empreinte écologique des différentes nations du monde montre une très forte disparité entre régions : elle atteint près de 10 ha/hab en Amérique du Nord et à peine 1.5 ha/hab en Afrique ou en Asie. La moyenne mondiale est de 2.3 ha/hab par habitant (en « hectare global », 1 ha global représentant 1 ha de sol ayant une productivité biologique moyenne). La capacité de sol productif disponible sur Terre est de 11.4 milliards d'hectares, soit à peu près 1.9 ha/hab. Comme le Président de la République française l'a déclaré à Johannesburg, si l'ensemble de la population mondiale se mettait à consommer comme un occidental moyen, il faudrait donc l'équivalent de trois planètes pour subvenir de manière durable à nos besoins.

Une bonne part de ces ressources naturelles proviennent des pays du Sud : de quoi se demander si la dette écologique des pays du Nord ne dépasse pas largement la dette économique des pays du Sud ?

A la fin des années 1970, sans nous en rendre compte, un phénomène étrange s'est produit : l'empreinte écologique de l'humanité a dépassé la capacité biologique de la planète. Nous nous sommes donc mis à consommer davantage de ressources que la Terre ne peut théoriquement nous en fournir de manière pérenne. Depuis le début de la révolution industrielle nous puisons massivement dans un capital limité de ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon...) qui nous permet d'ignorer pour un temps cette réalité. Ce capital qui a mis des millions d'années à se constituer et que nous utilisons au détriment des générations futures nous permet donc de vivre aujourd'hui au-dessus de nos « moyens écologiques » : nous vidons le réservoir. Mais pour combien de temps ? Que se passera-t-il à moyen terme si les 80 % des habitants de la Terre consommant aujourd'hui seulement un cinquième des ressources se mettent demain à consommer autant que les 20 % les plus riches ? Qui paiera, en fin de compte, cette dette écologique, lorsque le capital naturel sera épuisé ou totalement dégradé ? Pollutions irréversibles, changements climatiques, diminution dramatique de la biodiversité... Quelle Terre léguerons-nous aux générations futures ?



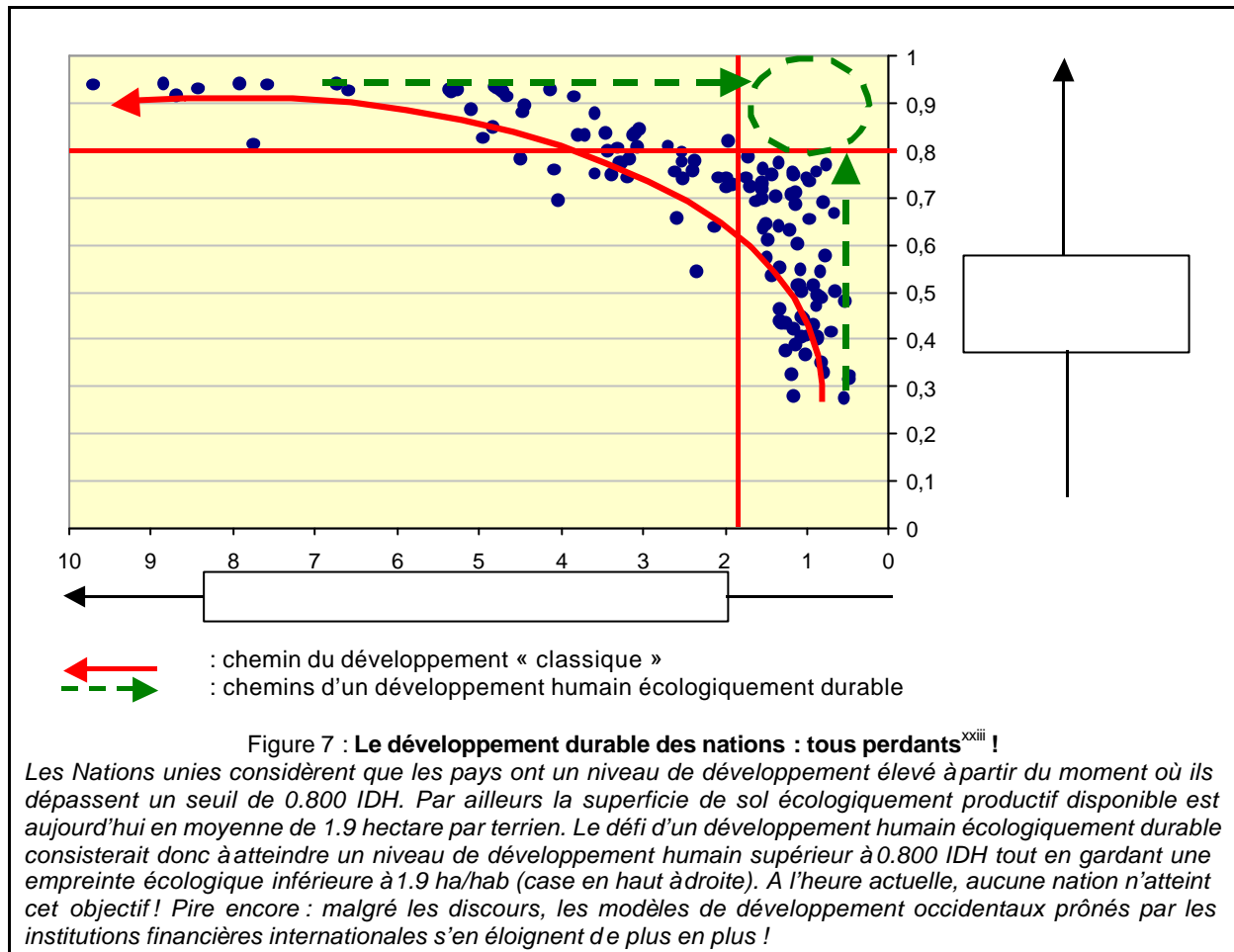
### Développement durable ou croissance infinie ?

C’est précisément pour répondre à ces questions fondamentales que la notion de développement durable (ou soutenable) a été inventée au début des années 1980. Constatant que les modes de développement prônés par l’Occident ne pouvaient se généraliser à l’ensemble de l’humanité sans générer de graves fractures écologiques, les organismes internationaux, sous la pression de la société civile, ont ainsi tenté d’inventer une forme de réconciliation entre l’homme et la nature. Une nouvelle façon « *d’améliorer la qualité de vie humaine tout en respectant les capacités de charge des écosystèmes* »<sup>xxii</sup>.

Nous l’avons vu, le développement économique tel qu’il est traditionnellement exprimé et calculé à travers le PIB est incapable d’apporter des éléments de réponse à ce double défi : il reflète mal la qualité de vie humaine et ignore totalement la réalité écologique. De nouveaux outils sont donc nécessaires pour évaluer le progrès de nos sociétés vers cet objectif.

En croisant par exemple l’Indicateur de Développement Humain (encart 1) et l’empreinte écologique, il est facile de démontrer que de tels thermomètres existent déjà. Mais s’ils ne sont guère utilisés, c’est surtout parce que leurs conclusions sont loin d’être consensuelles. Car au-delà des discours convenus sur le développement durable, et au-delà même des critiques que l’on peut légitimement adresser à la notion de développement, le croisement entre empreinte écologique et IDH (figure 7) est riche d’enseignements dérangeants. Ce nouveau « tableau de bord » nous montre par exemple qu’aucune nation au monde ne peut prétendre donner des leçons en matière de développement durable : c’est à dire qu’aucune nation n’atteint un niveau de développement humain élevé (> 0.8 IDH) tout en gardant une empreinte écologique « soutenable » (< 1.9 ha/hab). Ce premier constat nous amène à une autre évidence : les nations les plus riches ont au moins autant d’efforts à fournir pour devenir écologiquement durables que les pays les plus pauvres pour devenir « socio-économiquement » développés.





Une autre conclusion intéressante est à souligner : la courbe du développement «classique» – ce même développement qui est prôné par les institutions financières internationales, et qui est censé mener les pays « pauvres » sur la voie des pays « riches » – dessine une courbe qu'on qualifie généralement de « rendement décroissant ». Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement qu'à partir d'un certain niveau (0.7 IDH), les progrès en matière de développement ne se font plus qu'au prix d'une très forte augmentation de l'empreinte écologique. Or, c'est précisément une certaine forme de course à la croissance économique qui est aujourd'hui la cause de cette perte de rendement : une fois les besoins de base assouvis, la croissance économique ne se fait plus que sur la création de besoins secondaires qui n'ont que très peu d'influence sur notre bien-être effectif. Comme le soulignait déjà J.K. Galbraith au début des années 1970, « lorsque les besoins les plus fondamentaux sont satisfaits, l'expansion ne présente naturellement plus le même caractère d'urgence. On insiste moins alors sur l'acier et les céréales panifiables et davantage sur les chariots électriques des joueurs de golf et sur les brosses à dents électriques<sup>xxiv</sup> ». Bien que superflus, ces éléments de consommation agrandissent considérablement notre empreinte écologique : la course à la croissance nous éloigne sans cesse de l'objectif d'un développement humain écologiquement durable.

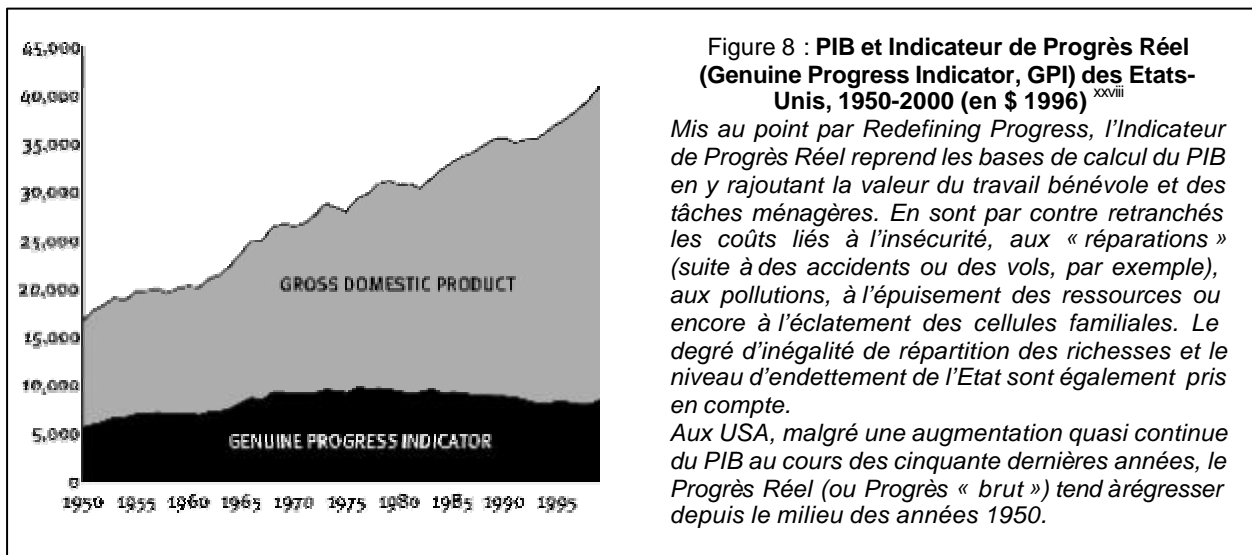
### Changeons nos thermomètres !

Jean Gadrey, éminent spécialiste de la question, n'hésite pas à affirmer que « la dictature du PIB est illégitime sur tous les plans : moral, philosophique et même politique<sup>xxv</sup> ». Mais cette dictature permet d'exercer une autorité, d'établir une certaine hiérarchie. Or, on le voit bien, le fait de « changer de thermomètre », en bouleversant la hiérarchie traditionnelle entre

nations, pourrait avoir une influence non négligeable sur les prises de décision au niveau national ou international. Richard Tomkins n'hésite pas à affirmer que, « *si elle était mise en place, une nouvelle mesure du progrès bouleverserait l'ordre des priorités de l'action publique*<sup>xxvi</sup> ». Certains l'ont d'ailleurs bien compris. Le modèle de développement occidental et les indicateurs qui lui sont traditionnellement rattachés sont ainsi progressivement remis en cause à tous les niveaux de prise de décision.

Au Bhoutan, par exemple, les plus hautes instances politiques du royaume ont décidé de se détourner radicalement des modèles de développement imposés par les institutions financières internationales. Constatant à quel point les valeurs matérialistes véhiculées par le PIB pouvaient entrer en conflit avec la dimension hautement spirituelle de la société traditionnelle bhoutanaise, Sa Majesté le roi du Bhoutan a officiellement annoncé que l'objectif central du développement dans son pays serait à présent la maximisation du *Bonheur National Brut* (*Gross National Happiness*) – un indicateur actuellement en construction qui fait place à un large débat et qui intégrerait aussi bien des dimensions matérielles que spirituelles.

Tout aussi surprenant, l'Etat du Minnesota réalise régulièrement un rapport visant à faire le bilan du « Progrès Réel » obtenu sur son territoire au cours des dernières décennies. Le *Minnesota Progress Indicator*<sup>xxvii</sup> est inspiré d'un outil développé par l'agence *Redefining Progress* : le *Genuine Progress Indicator* (GPI, ou *Indicateur de Progrès Réel*). Il tente de synthétiser en un seul indice monétaire les gains réalisés en matière économique, sociétale et environnementale (figure 8).



L'évolution dans le temps de ces trois dimensions montre clairement que les gains économiques apparents réalisés sur une période donnée et reflétés par le PIB tendent à être annihilés par la fragilisation du lien social, les dégradations environnementales et l'épuisement des ressources, qui sont traditionnellement ignorés ou comptabilisés positivement par le PIB, mais retranchés dans le cas du GPI. Sur plusieurs décennies, le « progrès total » est donc nul, voire même négatif.

En Grande Bretagne, l'association les Amis de la Terre<sup>xxix</sup> calcule chaque année l'Indice de bien-être économique soutenable (*Index of Sustainable Economic Welfare* : ISEW), un indice relativement proche du GPI dans son esprit. Conscients du degré de subjectivité d'un tel indicateur, les Amis de la Terre mettent en ligne les résultats et proposent aux internautes de pondérer les différents indices en fonction de l'importance que chacun peut accorder à tel ou tel dommage (inégalités, destruction de la couche d'ozone ou bien réchauffement climatique) : une façon d'ouvrir démocratiquement le débat sur la valeur qu'on accorde à ces biens.

Ailleurs encore en Europe, certaines collectivités locales comme le Grand Londres, la ville de Stockholm, la ville de Besançon ou encore la Communauté urbaine de Lyon se sont également lancées sur des pistes alternatives en calculant dans le détail l’empreinte écologique de leurs territoires.

Plus intéressants encore, les résultats des enquêtes menées au niveau international sur le bonheur, si on les croise avec les données disponibles sur l’empreinte écologique des pays, nous montrent que, si le niveau de développement a une incidence forte sur la taille de notre empreinte écologique, il n’en va pas de même pour le bonheur : être heureux ne signifie pas qu’on soit nécessairement un gros pollueur (figure 9).

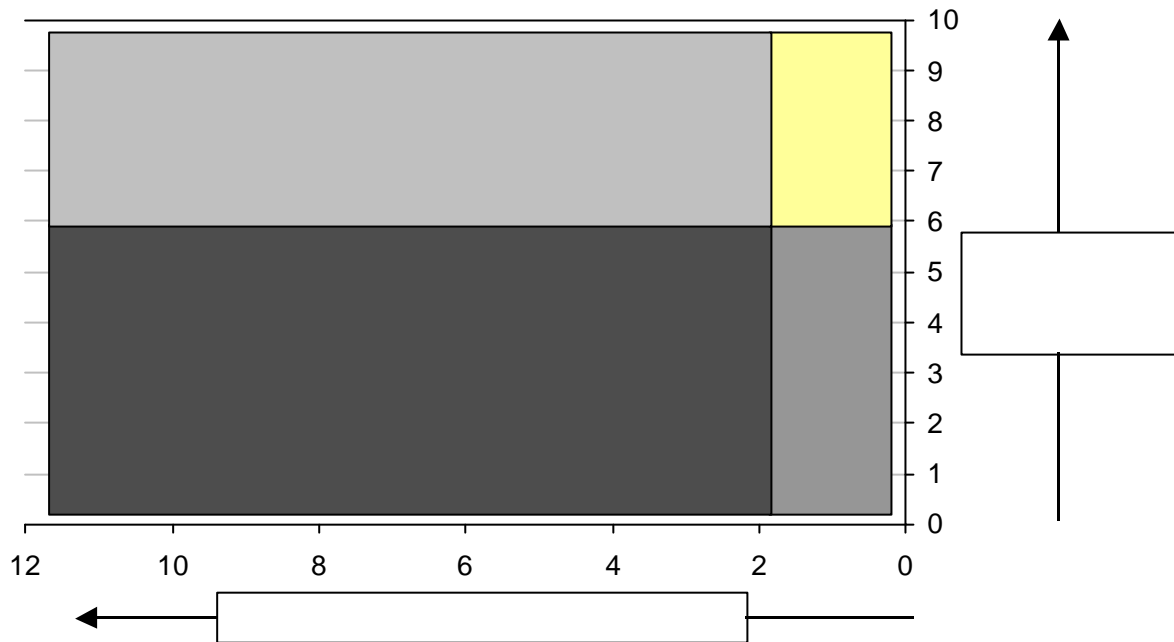


Figure 9 : **Bien-être et empreinte écologique des nations : avoir le « pied léger » n’empêche pas d’être heureux !**

Les enquêtes visant à mesurer le degré de satisfaction des populations vis-à-vis de leurs modes de vies (figure 2) montrent que la richesse ne fait pas forcément le bonheur. Les travaux universitaires réalisés sur la question montrent d’ailleurs la même chose : Mihaly Csikszentmihalyi s’appuie sur des enquêtes menées auprès de plusieurs milliers de personnes à travers le Monde pour affirmer que, « s’il est en sécurité et mange à sa faim, un habitant du tiers-monde a grosso modo le même niveau de contentement qu’un Japonais ou un Canadien<sup>xxx</sup> ». Ed Diener, psychologue à l’université de l’Illinois et autre éminent expert, va même plus loin : selon lui, « le matérialisme est un poison pour le bonheur<sup>xxxi</sup> », en cela qu’il crée une continuelle insatisfaction. Le cadre de vie, la qualité des relations sociales, l’état d’esprit dominant (par exemple l’optimisme anglo-saxon et le pessimisme latin) ou encore les habitudes culturelles jouent un rôle important dans le degré de satisfaction des populations. En croisant sur un même graphique niveau de satisfaction et empreinte écologique (figure 8), on peut ainsi dresser une typologie intéressante d’une soixantaine de nations (ref. annexe pour détail) :

- Tout d’abord, les « pieds lourds malheureux » (ou « pollueurs pessimistes », en anthracite, en bas à gauche) forment le groupe le plus à plaindre : s’estimant peu heureux (Indice de satisfaction inférieur à 6/10), ils ont également une empreinte écologique supérieure à 2 ha/hab. Il s’agit essentiellement de pays issus de l’ancien bloc de l’est (+ Afrique du Sud) dont le régime politique est en transition.

- Les « pieds légers malgré eux » (ou « écolos malgré eux », en gris foncé) représentent un groupe moins nombreux de nations. Bien qu’ayant une empreinte écologique faible, ils n’en sont pas pour autant satisfaits de leurs modes de vie. Il s’agit essentiellement de pays plutôt pauvres, souvent désertiques, peu démocratiques et situés pour la plupart en Asie et au Moyen Orient.

- Le troisième groupe est constitué des « pieds lourds bienheureux » (ou « pollueurs bienheureux », en gris clair). Plutôt satisfaits de leur niveau de vie, s’estimant globalement assez heureux, ils ont une empreinte écologique forte (parfois même très forte). Il s’agit pour la plupart de pays « développés » d’Europe et d’Amérique du Nord et du Sud.

- Enfin, le dernier groupe est constitué des « écoloptimistes », ou « pieds légers bienheureux » (en jaune) : pays souvent ensoleillés, considérés comme plutôt pauvres, leurs populations ne s’en considèrent pas pour autant plus malheureuses que les autres, bien au contraire. Qui plus est, ces pays ont une empreinte écologique faible...

Encart 3 : **Une petite leçon... « d'écotoxicologie »** <sup>xxxii</sup>

Dans un petit village côtier mexicain, un Américain rencontre un pêcheur en train de faire la sieste.

« Pourquoi ne restez vous pas en mer plus longtemps ? » demande l'Américain. Le Mexicain répond que sa pêche quotidienne suffit à subvenir aux besoins de sa famille. L'Américain demande alors : « Que faites-vous le reste du temps ?

- Je fais la grasse matinée, je pêche un peu, je joue avec mes enfants, je fais la sieste avec ma femme. Le soir je vais voir mes amis. Nous buvons du vin et jouons de la guitare. J'ai une vie bien remplie. » L'Américain l'interrompt : « Suivez mon conseil : commencez par pêcher plus longtemps. Avec les bénéfices, vous achèterez un gros bateau. Avec l'argent que vous rapportera ce bateau, vous ouvrirez votre propre usine. Vous quitterez votre village pour Mexico, puis New York, d'où vous dirigerez toutes vos affaires.

- Et après ? interroge le Mexicain.

- Après, dit l'Américain, vous introduirez votre société en bourse et vous gagnerez des millions.

- Des millions ? Mais après ?

- Après, vous pourrez prendre votre retraite, habiter un petit village côtier, faire la grasse matinée, jouer avec vos enfants, pêcher un peu, faire la sieste avec votre femme, passer vos soirées à boire et à jouer de la guitare avec vos amis » !

### L'urgence d'un débat démocratique

Gandhi a affirmé un jour qu'il y avait suffisamment de ressources sur la planète pour répondre aux besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire l'avidité de quelques-uns. Il est sans doute grand temps pour nos sociétés de méditer cette réflexion et, en conséquence, de se doter des outils nécessaires pour :

- d'une part, prendre conscience de la limite que les ressources de la planète imposent à notre développement,
- et d'autre part mesurer le bien-être matériel sur une base qui considère la réponse aux *besoins* de la majorité comme prioritaire par rapport à la satisfaction des *désirs* de quelques-uns.

Sur le premier point, les indicateurs environnementaux attirent aujourd'hui l'attention d'un nombre grandissant d'acteurs. L'empreinte écologique, malgré ses imperfections, semble un outil de plus en plus largement admis. Il ne reste plus qu'à ce que l'enjeu écologique soit enfin reconnu à sa juste valeur. Car si « *la maison brûle* », comme l'affirmait le Président de la République à Johannesburg en se référant aux travaux menés sur l'empreinte écologique des nations, alors il ne s'agit plus de chercher les bons thermomètres : il devient urgent de s'attaquer à l'incendie !

Quant aux indicateurs de bien-être, il est indéniable qu'ils devront à l'avenir faire l'objet d'un véritable débat démocratique afin de déterminer les choix de société vers lesquels nous voulons tendre. C'est sans doute au prix d'un tel débat préliminaire que nous pourrons sortir par le haut de la dictature du PIB.

Dossier réalisé pour le **WWF France** par Aurélien Boutaud <sup>xxxiii</sup>

Remerciements : Thierry Thouvenot (WWF France), Natacha Gondran,  
Laurent Jolia-Ferrier (Empreinte Ecologique SARL)

## Annexe 1 : Le *Genuine Progress Indicator* (GPI) des Etats-Unis en détail (1998)

	(milliards de \$)
Consommation personnelle	5153
Inégalités de revenus	118
Consommation personnelle ajustée par les inégalités	4385
<b>AJUSTEMENTS</b>	
Valeur du travail domestique	+ 1911
Services des biens durables	+ 592
Services de l'infrastructure routière	+ 95
Valeur du bénévolat	+ 88
Investissement net en capital physique	+ 45
Coûts de réduction de la pollution domestique	- 12
Coûts de la pollution sonore	- 16
Coûts des délits	- 28
Coûts de la pollution aérienne	- 38
Coûts de la pollution de l'eau	- 50
Coûts des fractures familiales	- 59
Destruction d'anciennes forêts	- 83
Coût du chômage	- 112
Coûts des accidents automobiles	- 126
Réduction des terres cultivées	- 130
Dette extérieure nette	- 238
Diminution du temps de loisir	- 276
Coût de la destruction de la couche d'ozone	- 306
Perte de terres humides (marécages...)	- 363
Coûts des déplacements quotidiens	- 386
Coûts des biens durables	- 737
Coûts des dommages environnementaux durables (dette environnementale)	- 1054
Destruction de ressources non renouvelables (aux coûts de remplacement par des sources alternatives). Evaluation pour l'instant limitée aux énergies fossiles.	- 1333
<b>GPI</b>	<b>1770</b>

Commentaires : Le PIB ignore le travail bénévole et domestique, ainsi que les inégalités entre individus. Inversement, il comptabilise de manière positive des effets négatifs pour la société : ainsi, la majeure partie du PIB des Etats-Unis est aujourd'hui directement liée à la destruction irréversible de certaines ressources et à des coûts de réparation sociale ou environnementale (accidents, pollutions diverses, épuisement des ressources fossiles). Le GPI effectue un réajustement de ces données et aboutit à un résultat bien plus contrasté... Depuis les années 1970, les USA connaissent une lente mais néanmoins irrémédiable décroissance !

## Annexe 2 : Quelques indicateurs internationaux

Pays	PIB / hab (PPA\$) (2000)	IDH (2000)	GINI Index (%) (1990's)	Empreinte écologique (ha/hab) (2000)	Happiness With Life Index (1990's)	Profil HWLI / Empreinte (figure 8)
Afrique du sud	9 401	0,695	59,3	4.02	5,7	
Albanie	3 506	0,733		0.96		
Algérie	5 308	0,697	35,3	1.55		
Allemagne	25 103	0,925	30,0	4.71	6,7	
Angola	2 187	0,403		0.87		
Arabie Saoudite	10 541	0,759		4.07		
Argentine	12 377	0,844		3.03	6,8	
Arménie	2 559	0,754	44,4	0.88	3,7	
Australie	25 693	0,939	35,2	7.58	7,3	
Autriche	26 765	0,926	31,0	4.73	6,1	
Azerbaïdjan	2 936	0,741	36,0	1.73	4,9	
Bangladesh	1 602	0,478	33,6	0.53	6,0	
Belgique	27 178	0,939	28,7	6.72	7,3	
Benin	990	0,420		1.15		
Bhoutan	1 412	0,494				
Biélarussie			21,7	3.27	4,4	
Bolivie	2 424	0,653	44,7		6,2	
Bosnie Herzégovine				1.05		
Botswana	7 184	0,572		1.48		
Brésil	7 625	0,757	60,7	2.38	7,0	
Bulgarie	5 710	0,779	26,4	2.36	4,3	
Burkina Faso	976	0,325	55,1	1.18		
Burundi	591	0,313	42,5	0.48		
Cambodge	1 446	0,543	40,4	0.83		
Cameroun	1 703	0,512	47,7	1.11		
Canada	27 840	0,940	31,5	8.84	7,7	
Chili	9 417	0,831	56,7	3.11	6,9	
Chine	3 976	0,726	40,3	1.54		
Colombie	6 248	0,772	57,1	1.34	8,1	
Congo	825	0,512		0.92		
Corée du sud				0,73	6,3	
Costa Rica	8 650	0,820	45,9	1.95	7,9	
Côte d'Ivoire	1 630	0,428	36,7	0.92		
Croatie	8 091	0,809	29,0	2.69	5,5	
Cuba				1.49		
Danemark	27 627	0,926	24,7	6.58	8,0	
Egypte	3 635	0,642	28,9	1.49		
El Salvador	4 497	0,706	52,2	1.19	7,4	
Equateur	3 203	0,732		1.54	6,4	
Erytrée				0.79		
Espagne	19 472	0,913	32,5	4.66	6,5	
Estonie	10 066	0,826	37,6	4.94	5,0	
Etats Unis	34 142	0,939	40,8	9.70	7,4	
Ethiopie	668	0,327	40,0	0.78		
Finlande	24 996	0,930	25,6	8.42	7,5	
France	24 223	0,928	32,7	5.26	6,4	



Gabon	6 237	0,637		2.12		
Gambie	1 649	0,405	50,2	1.00		
Georgie			37,1	0.91	4,1	
Ghana	1 964	0,548	40,7	1.07	7,7	
Grèce	16 501	0,885	32,7	5.09	5,3	
Guatemala	3 821	0,747	55,8		7,2	
Guinée	1 982	0,631	40,3	1.21		
Guinée-Bissau	1 982	0,414	56,2	0.70		
Haiti	755	0,349		0.82		
Honduras	2 453	0,638	56,3	1.34	7,0	
Hongrie	12 416	0,835	24,4	3.08	5,6	
Inde	2 358	0,577	37,8	0.77	6,2	
Indonesie	3 043	0,684	31,7	1.13		
Irak				1.38		
Iran	5 884	0,721		1.98		
Irlande	29 866	0,925	35,9	5.33	7,6	
Islande	29 581	0,936			7,8	
Israël	20 131	0,896	38,1	4.44		
Italie	23 626	0,913	27,3	3.84	7,0	
Jamaïque	3 639	0,742	37,9	2.07		
Japon	26 755	0,933	24,9	4.77	6,3	
Jordanie	3 966	0,717	36,4	1.55		
Kazakhstan	5 871	0,750	35,4	3.58		
Kenya	1 022	0,513	44,9	1.09		
Koweït	15 799	0,813		7.75		
Kyrgyzstan	2 711	0,712	34,6	1.14	4,1	
Laos	1 575	0,485	37,0	0.82		
Lesotho			56,0	0.86		
Létonie	7 045	0,800	32,4	3.43	4,8	
Liban	4 308	0,755		2.61		
Liberia				0.91		
Libye	7 570	0,773		3.28		
Lithuanie	7 106	0,808	32,4	3.07	5,0	
Luxembourg			26,9	6.72	7,8	
Macedoine	5 086	0,772		3.26	5,2	
Madagascar	840	0,469	38,1	0.88		
Malawi	615	0,400		0.87		
Malaysie	9 068	0,782	49,2	3.16		
Mali	797	0,386	50,5	1.14		
Maroc	3 546	0,602	39,5	1.10		
Maurice				1.50		
Mauritanie	1 677	0,438	37,3	1.33		
Mexique	9 023	0,796	53,1	2.52	7,3	
Moldavie	2 109	0,701	40,6	1.38		
Mongolia	1 783	0,655	33,2	2.58		
Mozambique	854	0,322	39,6	0.47		
Namibie	6 431	0,610		1.47		
Nepal	1 327	0,490	36,7	0.83		
Nicaragua	2 366	0,635	60,3	1.53	7,6	
Niger	746	0,277	50,5	1.15		
Nigeria	896	0,462	50,6	1.33	6,3	
Norvège	29 918	0,942	25,8	7.92	7,4	
Nouvelle-Zélande	20 070	0,917		8.68		

Oman	13 356	0,751				
Ouganda	1 208	0,444	37,4	1.06		
Ouzbekistan	2 441	0,727	44,7	1.91		
Pakistan	1 928	0,499	31,2	0.64		
Panama	6 000	0,787	48,5	1.72	7,1	
Papouasie Nouvelle Guinée	2 280	0,535	50,9	1.42		
Paraguay	4 426	0,740	57,7	2.51	6,8	
Pays-Bas	25 657	0,935	32,6	4.81	7,5	
Pérou	4 799	0,747	46,2	1.15	6,0	
Philippines	3 971	0,754	46,2	1.17	6,5	
Pologne	9 051	0,833	31,6	3.70	6,2	
Portugal	17 290	0,880	35,6	4.47	6,7	
Rép Centre-Africaine.	4 863	0,375	61,3	1.25		
Rép. Dém. du Congo	1 996	0,688		0.80		
Rép. Dominicaine			47,4	1.53	6,8	
Rép. Tchèque	13 991	0,849	25,4	4.82	5,9	
Roumanie	8 377	0,775	31,1	2.52	5,4	
Royaume Uni	23 509	0,928	36,8	5.35	7,2	
Russie	8 377	0,781	48,7	4.49	4,2	
Rwanda	943	0,403	28,9	1.06		
Senegal	1 510	0,431	41,3	1.31		
Sierra Leone	490	0,275	62,9	0.54		
Slovaquie	11 243	0,835	19,5	3.44		
Slovenie	17 367	0,879	28,4	3.58	6,0	
Somalie				1.05		
Soudan	1 797	0,499		1.06		
Sri Lanka	3 530	0,741	34,4	1.00		
Suède	24 277	0,941	25,0	6.73	7,6	
Suisse	28 769	0,928	33,1	4.12	8,1	
Syrie	3 556	0,691		1.62		
Tajikistan	1 152	0,667	34,7	0.66		
Tanzanie	523	0,440	38,2	1.03		
Tchad	871	0,365		1.02		
Thaïlande	6 402	0,762	41,4	1.53		
Togo	1 442	0,493		0.86		
Trinidad & Tobago	8 964	0,805	40,3	3.30		
Tunisie	6 363	0,722	41,7	1.69		
Turkmenistan	3 956	0,741	40,8	3.18		
Turquie	6 974	0,742	41,5	1.98	5,9	
Ukraine	3 816	0,748	29,0	3.37	3,3	
Uruguay	9 035	0,831	42,3	3.79	6,7	
Venezuela	5 794	0,542	49,5	2.34	6,4	
Vietnam	1 996	0,770	36,1	0.76		
Yemen			33,4	0.71		
Zambie	780	0,433	52,6	1.26		
Zimbabwe	2 635	0,551	50,1	1.32		

**Sources utilisées pour les indicateurs retenus :**

**PIB** : données fournies par la Banque Mondiale pour l'année 2000 :

World Bank (2002) *World development indicators 2002*, World Bank, 432 p. Données également disponibles sur Internet

- sur le site de la Banque Mondiale :

[www.worldbank.org/data/wdi2002/tables/table1-1.pdf](http://www.worldbank.org/data/wdi2002/tables/table1-1.pdf)

- sur le site du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) :

[http://hdr.undp.org/reports/global/2002/en/indicator/indicator.cfm?File=indic\\_279\\_1\\_1.html](http://hdr.undp.org/reports/global/2002/en/indicator/indicator.cfm?File=indic_279_1_1.html)

**GINI** : données fournies par la Banque Mondiale pour différentes années selon les données disponibles par pays (années 1990 à 2000) :

World Bank (2002) *World development indicators 2002*, World Bank, 432 p. Données également disponibles sur Internet :

[http://www.worldbank.org/poverty/data/2\\_8wdi2002.pdf](http://www.worldbank.org/poverty/data/2_8wdi2002.pdf)

**IDH** : données fournies par les Nations unies (PNUD) pour 2000 :

UNDP (2002) *Human Development Report 2002 : Deepening democracy in a fragmented world*, UNDP, 277 p.

Données également disponibles sur Internet :

[http://hdr.undp.org/reports/global/2002/en/indicator/indicator.cfm?File=indic\\_276\\_1\\_1.html](http://hdr.undp.org/reports/global/2002/en/indicator/indicator.cfm?File=indic_276_1_1.html)

Liste générale d'indicateurs du PNUD :

[http://hdr.undp.org/reports/global/2002/en/indicator/indicator.cfm?File=index\\_indicators.html](http://hdr.undp.org/reports/global/2002/en/indicator/indicator.cfm?File=index_indicators.html)

**Empreinte écologique** : données fournies par le WWF et Redefining Progress pour l'année 2000 : WWF (2002) *Rapport « planète vivante »*, WWF, UNEP, WCMC, 36 p. Données également téléchargeables sur Internet :

<http://www.wwf.fr/pdf/planetviv02.pdf>

**Happiness With Life Index** : données fournies par le World Database of Happiness pour les années 1990-2000 : Veenhoven, R. (2002) *Average happiness in 68 nations in the 1990s*, World Database of Happiness, Rank Report 2002/1. Données également disponibles sur Internet :

[http://www.eur.nl/fsw/research/happiness/hap\\_nat/nat\\_fp.htm](http://www.eur.nl/fsw/research/happiness/hap_nat/nat_fp.htm)

Pour les tendances nationales dans le temps :

[http://www.eur.nl/fsw/research/happiness/hap\\_nat/findingreports/TrendReport2003-1c.pdf](http://www.eur.nl/fsw/research/happiness/hap_nat/findingreports/TrendReport2003-1c.pdf)

---

## Notes :

<sup>i</sup> Inspiré par *Redefining Progress* : <http://www.rprogress.org/projects/gpi/updates/gpi1999.html>

<sup>ii</sup> Pour la référence à l'étude en question et les tendances de vente, voir le site de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT) :

[http://www.drogues.gouv.fr/fr/savoir\\_plus/livrets/chiffres\\_cles/chiffres\\_page3.html](http://www.drogues.gouv.fr/fr/savoir_plus/livrets/chiffres_cles/chiffres_page3.html)

<sup>iii</sup> Veenhoven, R. (1993) *World Database of Happiness*, Distributional Findings in Nations,

<http://www.eur.nl/fsw/research/happiness/>

<sup>iv</sup> Tomkins R. (2003) *A quoi sert la croissance si elle ne rend pas plus heureux ?*, in *Courrier International* n. 665

<sup>v</sup> D'après Miringoff M. et Miringoff M-L. (1999) rapporté par Gadrey J. (2002) *De la croissance au développement : à la recherche d'indicateurs alternatifs*, Séminaire DARES du 15 octobre 2002, Paris

<sup>vi</sup> Viveret P. (2002) *Reconsidérer la richesse*, Rapport de la mission « nouveaux facteurs de richesse » au secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, <http://www.social.gouv.fr/economie-solidaire/actualite/viveret.htm>

<sup>vii</sup> Interview de Jean-Paul Fitoussi par Marjory Chouraqui dans *La Provence* : <http://www.laprovence-presse.fr/editorial/articleEssentiel.php?ID=7889>

<sup>viii</sup> Pour une approche historique et critique de l'évaluation économique de la richesse à travers le PIB, voir MEDA D. (1999). *Qu'est-ce que la richesse ?* Editions Aubier

<sup>ix</sup> Des auteurs tels Ivan Illich, François Partant ou même Gandhi dénonçaient les dérives du modèle de développement occidental il y a de cela déjà plusieurs décennies. Plus récemment, des auteurs comme Gilbert Rist, Serge Latouche ou encore Wolfgang Saachs et Gustavo Esteva ont poussé l'analyse historique et critique du développement encore plus loin, gagnant un auditoire de plus en plus large (voir notamment le dossier spécial de *L'Ecologiste* sur ce thème : *L'Ecologiste* n. 6, hiver 2001, *Défaire le développement, refaire le monde*).

<sup>x</sup> Rist G. (1996, réédition 2001) *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po

<sup>xi</sup> Roy A. (2001) *Défaire le développement, sauver le climat*, in *L'Ecologiste* n. 6, hiver 2001, p. 7

<sup>xii</sup> Roy A. (2001) Op. cit.

---

<sup>xiii</sup> UNDP (2003) *Human development report 2003, Millenium development goals : a compact among nations to end human poverty*, <http://www.undp.org/hdr2003/>

<sup>xiv</sup> Les chiffres cités ci-après sont tirés pour la plupart des Rapports annuels sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 1998 et 2003, téléchargeables sur le site du PNUD : [http://hdr.undp.org/reports/view\\_reports.cfm?type=1](http://hdr.undp.org/reports/view_reports.cfm?type=1)

<sup>xv</sup> Les chiffres divergent, allant de 70 à 120 milliards de dollars selon les sources. Jean-Benoit Legault affirme que, « *Selon les statistiques officielles, l'obésité causerait 300 000 morts chaque année aux États-Unis et engendrerait des coûts atteignant 100 milliards de dollars.* » Jean-Benoit Legault - Réseau Proteus, D'après New York Times, AP et BBC News; 20 et 25 juin 2003 : <http://www.reseauproteus.net/signaler/2003062500.htm>  
Par ailleurs, le *National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion* fournit des chiffres intéressants sur l'évolution spectaculaire des cas d'obésité et les coûts qui y sont liés :

<http://www.cdc.gov/nccdphp/dnpa/obesity/trend/maps/>

<sup>xvi</sup> Ajoutons simplement que, aujourd'hui encore, les organismes internationaux estiment que près de 24.000 personnes meurent chaque jour de faim à travers le monde, soit une personne toutes les 4 secondes...

<sup>xvii</sup> D'après Butler C. D. (2002) *Inequality and sutainabilty*, thesis submitted for the degree of Doctor of Philosophy of the Australian National University

<sup>xviii</sup> Milanovitch B. (2000) *True world income distribution, 1988 and 1993 : first calculation based on household surveys alone*, World Bank, Development Research Group : [http://econ.worldbank.org/files/978\\_wps2244.pdf](http://econ.worldbank.org/files/978_wps2244.pdf)

<sup>xix</sup> Pour plus de détail, voir en particulier Wackernagel M., Rees. W. (1998) *Notre empreinte écologique*, Ed. Ecosociété

<sup>xx</sup> WWF (2002) Op. cit. p. 4

<sup>xxi</sup> Chiffres tirés du rapport Planète vivante : WWF (2002) *Rapport Planète vivante*, UNEP, WCMC, Redefining Progress, WWF : <http://www.wwf.fr/pdf/planeteviv02.pdf>

<sup>xxii</sup> UICN, PNUE, WWF (1991) *Sauver la planète. Stratégie pour l'avenir de la vie*, UICN, 250 p.

<sup>xxiii</sup> Tiré de Boutaud A. (2002) *Développement durable, quelques vérités embarrassantes*, Economie et Humanisme n. 363 (repris en ouverture du dossier spécial sur le développement durable de *Problèmes économiques* n. 2800, mars 2003, sous l'intitulé « développement durable : à la recherche des bons indicateurs »)

<sup>xxiv</sup> Galbraith J.K., cité par Morice G. (1972) *La croissance économique, une illusion comptable*, Ed. J-J. Pauvert, 92 p.

<sup>xxv</sup> Gadrey J. (2002) *A bas la dictature du PIB*, Le Monde, 23/01/2002

<sup>xxvi</sup> Tomkins R. (2003) *A quoi sert la croissance si elle ne rend pas plus heureux ?*, Courrier International n. 665

<sup>xxvii</sup> Pour plus d'information, voir le site de l'Administration d'Etat du Minnesota :

<http://www.eqb.state.mn.us/SDI/progressind.html>

<sup>xxviii</sup> <http://www.rprogress.org/projects/gpi/>

<sup>xxix</sup> [http://www.foe.co.uk/campaigns/sustainable\\_development/progress/](http://www.foe.co.uk/campaigns/sustainable_development/progress/)

<sup>xxx</sup> Interview de Mihaly Csikszentmihalyi dans « L'Actualité » et rapportée dans le Courrier International par Elisabeth Berthou, 11/08/2003. Pour approfondir : Csikszentmihalyi M. (1998) *Finding flow : the psychology of engagement in everyday's life*

<sup>xxxi</sup> Interview d'Ed Diener dans « USA Today », rapportée dans le Courrier International par Elisabeth Berthou, 11/08/2003

<sup>xxxii</sup> Texte tiré de L'Ecologiste n. 6, hiver 2001, p. 77

<sup>xxxiii</sup> Doctorant en Sciences de la Terre et de l'Environnement, Centre SITE, Ecole des Mines de Saint-Etienne (dir. Christian Brodhag). Thèse portant sur les critères et indicateurs de développement durable à l'usage des collectivités locales, financée par l'Ademe, Rhônalénergie-Environnement et le Grand Lyon.